



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2791
28 janvier 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Face à l'inflation

Augmentation des salaires et des pensions, indexation sur les prix!



Ehpad

Les profiteurs
de "l'or gris"

page 6

OTAN-Russie

Escalade
vers la guerre

page 8

VICTORIA VIENNET



Nathalie
Arthaud
en campagne

page 16

Leur société

- Crise sanitaire: pour le gouvernement, tout va de mieux en mieux... 3
- Carburants: les mesurottes de Castex 3
- Dividendes: un record de plus 3
- Fabien Roussel: nouvelles promesses, vieille politique 3
- Médias: aux mains du grand capital 4
- Zemmour: made in Bolloré 4
- Héritage: de la cabane au palais 4
- Police: matraque « humanitaire » contre les migrants 5
- Cédric Chauviat assassiné 5
- Sans-abri: toujours plus nombreux 5
- Nos lecteurs écrivent: la vie en modèle réduit, non merci! 5
- Hôpitaux: du mercurochrome sur une plaie béante 6
- Ehpad: les profiteurs de « l'or gris » 6
- Aide sociale à l'enfance: la misère à 18 ans 6
- Paris-RIVP: un fournisseur coupe le gaz 7

Dans le monde

- OTAN-Russie: escalade guerrière 8
- Migrants: l'Europe forteresse toujours plus meurtrière 8
- Burkina Faso: d'un coup d'État à l'autre 9
- Birmanie: Total prend ses bénéfices 9
- Algérie: solidarité avec le Parti socialiste des travailleurs! 9
- Grande-Bretagne: Johnson touché mais pas coulé 10
- Afghanistan: catastrophe humanitaire 10

Il y a 50 ans

- Le 30 janvier: "Bloody Sunday" en Irlande du Nord 11

Dans les entreprises

- Guadeloupe: 12
- Seillière 12
- SFDM 12
- Dassault - Aviation 13
- Airbus - Atlantic 13
- Safran - Île-de-France 13
- Maintenance Disney 13
- Université Jussieu - Paris 14
- Assistantes maternelles de Champs-sur-Marne 14
- ISS - PSA Poissy 14
- General Electric - Belfort 14
- Michelin - Clermont-Ferrand et Saint-Doulchard 15

Présidentielle

- Des réunions qui donnent le moral 16
- Réunions publiques 16
- 16
- Liberto Plana 7

Les travailleurs doivent imposer leurs exigences

Jeudi 27 janvier, une journée de grèves et de manifestations était organisée par plusieurs confédérations syndicales. Le monde du travail a bien des raisons d'être en colère et de vouloir le dire haut et fort.

Depuis les débuts de la pandémie de Covid, les cinq plus riches capitalistes de France ont vu leur fortune doubler. Ils possèdent maintenant autant que les 27 millions de personnes les plus pauvres. Le seul Bernard Arnault (LVMH) aurait touché 1,4 milliard d'euros de dividendes en 2021, soit 160 000 euros par heure, parce que les sacs de luxe et les montres à 30 000 euros se vendent bien. Les entreprises du CAC 40 auraient fait plus de 100 milliards de profits, soit l'équivalent de 2,3 millions d'emplois payés à 2 000 euros net, cotisations incluses!

En revanche, pour les classes populaires, ces deux années ont été synonymes de souffrances, d'une vie plus dure et plus précaire.

Les prix ne cessent de grimper. C'est le cas des carburants, qui atteignent des niveaux record, plus élevés que lors de la crise des gilets jaunes. C'est le cas des produits alimentaires, des pâtes jusqu'aux œufs, du beurre à la baguette, des fruits aux légumes. C'est le cas de l'électricité, et du gaz, qui a augmenté de 50 à 60% en un an. De plus en plus de travailleurs et de retraités économisent maintenant sur la viande, le poisson, le chauffage, l'eau chaude ou l'éclairage. Quant à changer de voiture, c'est tout simplement impossible. Et puis, sept millions de personnes ont besoin de l'aide alimentaire pour vivre, et quatre millions d'autres sont sur le fil du rasoir.

Alors, des riches plus riches et des pauvres plus pauvres, l'histoire est connue. Mais ce n'est pas une fatalité. Quand les travailleurs se mobilisent, ils peuvent changer le rapport de force.

Les salariés de Leroy Merlin ont ainsi obtenu une augmentation de 65 euros par mois pour les salaires les plus bas. Ceux de Dassault Aviation, une entreprise qui vient de vendre 80 avions Rafale aux Émirats arabes unis et dont le carnet de commandes est plein, revendiquent 200 euros net d'augmentation: « Deux cents balles, ou pas de Rafale! » À Air Liquide, qui a fait des profits record, les travailleurs se battent également pour des augmentations. Quant aux salariés de

l'Éducation nationale, ils étaient massivement en grève le 13 janvier dernier, contre la dégradation de leurs conditions de travail, le blocage de leurs salaires et la désinvolture de leur ministre, Blanquer. Et on pourrait multiplier les exemples de contestation.

Toutes et tous ont raison, mais il faut que ces luttes convergent en un mouvement d'ensemble. Car, sur le fond, tous les travailleurs ont les mêmes problèmes. Il faut qu'ils s'invitent dans la campagne électorale. Alors que les ondes sont occupées par d'odieuses invectives contre les migrants, ou par des bavardages sur la couleur du drapeau sous l'Arc de Triomphe, il faut que soit mise sur la table la nécessité d'augmenter les salaires, d'améliorer les conditions de travail et d'embaucher.

Les prix explosent? Ce ne sont pas les 100 euros de prime Castex ou la hausse dérisoire du smic qui vont y changer quelque chose. Les travailleurs ne demandent pas la charité! Il faut augmenter massivement les salaires, les pensions et les allocations. Aucun salarié, aucun retraité ne doit gagner moins de 2 000 euros net par mois. Les salaires doivent suivre les hausses de prix: il faut l'indexation des salaires sur les prix.

Les cadences sont insupportables et le temps de travail augmente? Alors que le pays compte plusieurs millions de chômeurs, c'est un scandale et une aberration. Il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire, en prenant sur les profits capitalistes. Il faut embaucher massivement dans les hôpitaux, les Ehpad, les écoles, où les pénuries de personnel sont criantes.

Les grandes entreprises gavent leurs actionnaires? Il faut les placer sous le contrôle des travailleurs, et les exproprier si elles s'y opposent.

Ce sont les objectifs que je défends depuis des années, et de nouveau dans cette campagne électorale. Bien sûr, ce n'est pas la présidentielle qui permettra d'atteindre ces objectifs. Aucun d'entre eux ne peut être atteint sans des luttes massives et puissantes du monde du travail.

Mais des travailleurs nombreux en grève et dans la rue peuvent donner confiance à tous et permettre de préparer la suite.

Nathalie Arthaud



Crise sanitaire : pour le gouvernement, tout va de mieux en mieux...

À quelques jours d'intervalle, le gouvernement a annoncé à la fois l'entrée en vigueur du passe vaccinal, justifié par la nouvelle vague épidémique, et un calendrier de levée des autres restrictions, sous prétexte que la fin de cette vague serait en vue.

En réalité, les décisions gouvernementales ne sont pas seulement motivées par la situation sanitaire. Macron préférerait pouvoir annoncer dans les prochaines semaines sa candidature dans un contexte apaisé de fin d'épidémie. Mais voilà, le nombre de contaminations continue de battre des records : plus de 300 000 sont détectées chaque jour depuis le 17 janvier, ce qui fait de la France, avec le Danemark, la championne d'Europe du nombre de nouveaux cas par habitant. D'ailleurs, si les admissions en soins intensifs ont commencé à diminuer, ce n'est pas le cas du nombre de malades du Covid admis à l'hôpital.

Quant au passe vaccinal, il sert à désigner les non-vaccinés comme boucs émissaires et à masquer la responsabilité du gouvernement. Il n'apportera rien à la lutte contre l'épidémie, puisqu'une très grande part de la population est déjà vaccinée et que le vaccin protège peu contre la propagation du variant Omicron. Il ne convaincra pas non plus les centaines de milliers de personnes âgées qui ne sont pas encore vaccinées. Pour cela, il faudrait mener une véritable politique de santé publique, mettre le vaccin à leur portée, en y consacrant les moyens humains et matériels nécessaires. De même qu'il en faudrait



dans les hôpitaux, où la situation est toujours aussi catastrophique, et dans les écoles, où le nombre de fermetures de classes atteint des records.

La prolongation de la crise sanitaire montre qu'aucune catastrophe ne fera changer la politique de dirigeants, qui réservent l'essentiel des dépenses publiques à garantir les profits des grandes entreprises et les fortunes de la bourgeoisie.

Sacha Kami

Carburants : les mesurette de Castex

Les semaines passent et les prix montent, en particulier ceux des carburants : le 21 janvier, le prix moyen du SP95 dépassait 1,70 euro le litre et le gazole atteignait 1,65 euro, soit + 8,6 % depuis Noël.

Tout indique que la hausse va se poursuivre : la banque américaine JP Morgan anticipe une montée du cours du baril de pétrole de 20 % d'ici la fin de l'année, et il ne faut pas compter sur les multinationales pétrolières pour limiter leurs profits. Elles tirent d'autant mieux leur épingle du jeu qu'elles ne sont pas étrangères à cette hausse, après avoir divisé par deux leurs dépenses d'exploration-production depuis 2014.

Cette hausse des prix tombe cependant mal pour le gouvernement, qui aimerait bien que le problème ne lui explose pas à la figure en pleine campagne électorale. Après le chèque énergie et l'indemnité

inflation, Castex a annoncé mardi 25 janvier une augmentation de 10 % des frais kilométriques. Seule une minorité de contribuables est concernée, les 2,5 millions de personnes imposées qui déclarent des frais réels. Sont aussi exclus du bénéfice de cette mesure ceux qui ne sont pas imposables du fait de la faiblesse de leur revenu, soit plus de 21 millions de foyers.

Les ministres brassent du vent d'un air songeur, les mesurette sans effet se succèdent... Rien ne remplacera une hausse généralisée des salaires imposée par les travailleurs, et leur indexation automatique sur les prix.

S. K.

Dividendes : un record de plus

Pour l'année 2021, les grandes entreprises françaises du CAC 40 vont verser à leurs actionnaires un total de 66 milliards d'euros de dividendes. C'est du jamais-vu.

Le précédent record datait de 2019. Il était de 51 milliards d'euros. En 2020, à cause de la période du premier confinement, les dividendes avaient baissé, à 35 milliards d'euros.

Mais ils ne sont qu'une partie de ce qui profite aux actionnaires : c'est la partie « argent liquide ». Une autre voie d'enrichissement considérable est le rachat d'actions par leurs émetteurs, pour faire monter leur valeur. Tous les grands

groupes pratiquent les deux méthodes de redistribution.

Ces records montrent que la propriété des entreprises est de plus en plus concentrée, que la bourgeoisie est de plus en plus riche et de plus en plus parasitaire. Les grandes entreprises industrielles ont choisi de ne pas investir ces capitaux dans la production. Redistribués sous forme de dividendes, ils iront à coup sûr vers la spéculation. Les actionnaires ont besoin d'argent

disponible pour jouer au casino de la finance. Mais il est ainsi détourné de la production, qui seule permet au travail humain de créer une richesse réelle.

En pleine période de crise et d'appauvrissement de la population, tout cela est indécent. Au point que récemment, sur un plateau télévisé évoquant le sujet, des journalistes financiers ont eux-mêmes avoué que cela ne pouvait que « faire jaser », et qu'on allait entendre des « au vol ! », « à la spoliation ! », « rendez l'argent ! ». Même ces gens-là le disent...

Pierre Royan

Fabien Roussel : nouvelles promesses, vieille politique

Fabien Roussel, candidat du Parti communiste à l'élection présidentielle, a présenté son programme lundi 23 janvier.

Après avoir essuyé les critiques de son camp pour ses propos nationalistes, voire franchement sur le terrain de la droite, concernant les migrants « qui doivent être accompagnés chez eux », il a insisté sur ses mesures sociales, dont le smic à 1500 euros mensuels net, des embauches dans les services publics et le rétablissement de la retraite à taux plein à 60 ans.

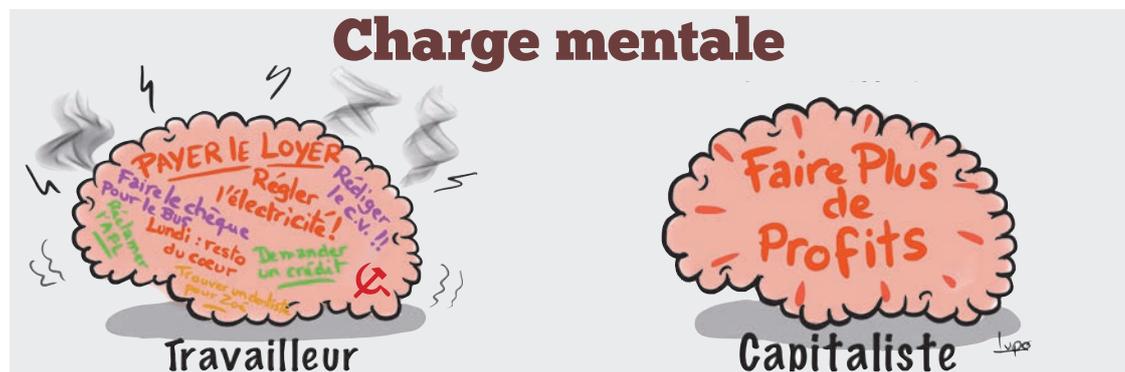
Mais ces mesures, qui relèvent de la survie minimum des travailleurs, qui les imposera ? Roussel promet un gouvernement pour retrouver « les jours heureux », qui osera « prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent ». Mais sans s'en prendre à la propriété capitaliste, en laissant les rênes de l'économie entre les mains du grand patronat, c'est une

promesse de campagne qui rejoindra au cimetière celles de candidats de gauche passés, promettant aux travailleurs de leur « changer la vie » et plus tard, version Hollande cette fois-ci, de lutter contre la finance.

Roussel prétend vouloir « donner de l'espoir à ceux qui n'y croient plus ». Mais ce sont précisément ces années de gouvernements de gauche, avec ou sans participation communiste, qui ont écoré et désorienté l'électorat ouvrier. Ce ne sont pas les promesses, quelles qu'elles soient, qui le feront revenir.

Il ne s'agit pas de faire renouer les travailleurs avec des illusions qui les ont menés dans l'impasse, mais avec leurs traditions de lutte.

N. C.



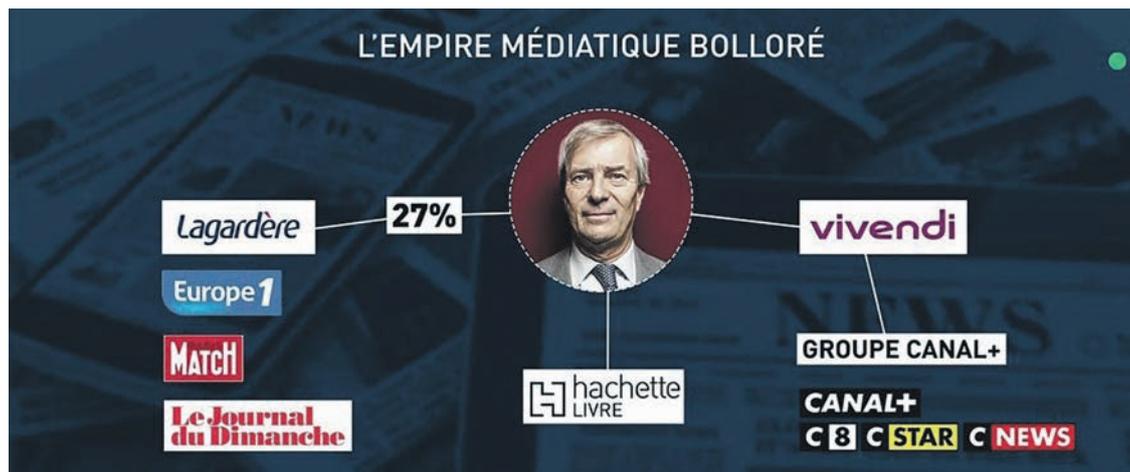
Médias : aux mains du grand capital

L'éventuel rachat du groupe M6, propriété de la société allemande Bertelsmann, par le groupe TF1, propriété de la famille Bouygues, a amené des sénateurs socialistes et écologistes à créer une commission d'enquête sur la concentration dans les médias.

Inquiets de voir se constituer des monopoles médiatiques qui étoufferaient « la démocratie et la liberté de la presse », ces élus ont convoqué les principaux grands patrons de la presse et de l'audiovisuel.

Auditionné le 19 janvier, le milliardaire Vincent Bolloré s'est acheté en 2016 le groupe Canal Plus, auquel appartient la chaîne d'information CNews, anciennement I-Télé. Après s'être débarrassé de quelques

journalistes ou chroniqueurs qui lui déplaisaient, il en fait une tribune pour Zemmour et le porte-voix de positions d'extrême droite. En rachetant à Lagardère Europe 1, *Paris Match*, *Le Journal du Dimanche*, dont il était déjà actionnaire, Bolloré va étendre son emprise médiatique, auquel s'ajoutera peut-être *Le Figaro*, actuellement détenu par la famille Dassault. Il est aussi propriétaire du groupe Prisma (*Femme Actuelle*,



Gala, *Voici*, *GEO*, *Capital*) et de la société Editis, contrôlant ainsi notamment les éditions Le Robert, La Découverte, Bordas et Nathan. Mais les sénateurs ne verront probablement pas là un monopole.

En effet, face à Bolloré, se dresse une autre puissance, celle de Bernard Arnault, propriétaire du

groupe LVMH. Celui-ci a été entendu le 20 janvier par la commission sénatoriale car il possède *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, *Les Echos*, Radio classique, des participations dans la maison d'édition Madrigall, possédant entre autres Flammarion. Mais d'autres encore doivent se présenter devant les sénateurs : Xavier

Niel, qui, en plus de Free, contrôle *Le Monde*, *L'Obs*, *Nice Matin*; le patron de SFR Patrick Drahi, qui a aussi la main sur *Libération*, *L'Express*, BFM-TV et RMC.

Les Arnault, Bolloré, les Bouygues et autres Dassault, que les sénateurs vont entendre, n'ont pas à trembler : après avoir été écoutés poliment, ils pourront continuer de jouer au Monopoly avec les médias et les maisons d'édition, acheter et vendre journaux et journalistes. Les grands médias sont dans les mains du grand capital, ce n'est pas nouveau et cette commission n'y changera rien. « Partout dans le monde, partout où il y a des capitalistes, la liberté de la presse signifie la liberté d'acheter des journaux, d'acheter des écrivains, de corrompre, d'acheter et de fausser l'opinion publique » au profit de la bourgeoisie : cent ans après qu'elle a été écrite par Lénine, cette phrase n'a pas pris une ride.

Boris Savin

Zemmour : made in Bolloré

Zemmour, d'habitude gonflé de sa propre importance comme le coq de basse-cour sur son tas de fumier, s'est pour une fois répandu en courbettes.

Et de s'incliner devant un « grand patriote, ayant un sentiment très noble de sa mission », avec lequel il a eu l'occasion de converser.

Le candidat rendait ainsi hommage à son saint patron, Vincent Bolloré. C'est en effet ce milliardaire qui a lancé Zemmour sur ses chaînes de télévision, lui assurant son heure d'antenne quotidienne des années durant. Ce sont ses

chaînes et ses journaux qui font la promotion du candidat d'extrême droite et ressassent ses thèmes de campagne, la haine des musulmans, le mépris des femmes, le knout pour les travailleurs, les douceurs pour les capitalistes. Par ses déclarations, Zemmour lèche servilement la main qui le nourrit.

« En effet, M. Zemmour a travaillé pour moi », laisse

tomber dédaigneusement Bolloré, peu sensible aux flatteries du petit personnel. Mais, ajoute le milliardaire, « on ne savait pas à ce moment-là qu'il serait président de la République ». Bolloré croit donc dur comme fer aux chances de sa créature. C'est tout le talent d'un puissant éleveur que de déceler les poulains prometteurs, de les nourrir, de les montrer au manège, puis d'en choisir un pour le champ de courses et, puissance médiatique, financière et sociale aidant, de viser la

première place.

Quel que soit le résultat final de l'élection, la campagne de Zemmour peut toujours servir comme élément de division entre les travailleurs, et fournit une occasion quotidienne de répandre les idées réactionnaires, le brouillard obscurantiste, les préjugés les plus néfastes. On aurait cependant tort de traiter Zemmour de larbin du grand capital. Il n'est encore, pour l'instant, que celui de Bolloré. Mais c'est comme ça qu'on apprend.

Paul Galois

Héritage : de la cabane au palais

L'héritage et la question des droits de succession se sont invités dans la campagne électorale. Les candidats de droite multiplient les déclarations sur ce « cœur de la culture française », selon Péresse.

Elle veut en finir avec leur taxation dans 95% des cas, car c'est « le fruit d'une vie de travail qui a été taxé, hypertaxé et retaxé ».

Son acolyte Eric Ciotti a dit, lors de la primaire à droite, qu'il voulait supprimer complètement cette taxation. Marine Le Pen en réclame aussi la suppression lors de la transmission de patrimoine jusqu'à 300 000 euros, Zemmour également, s'il s'agit d'une entreprise familiale. Les

mêmes revendiquent, pour les parents, la possibilité de donner plus souvent 100 000, 200 000 euros, voire plus, aux enfants, petits-enfants, ou autres membres de la famille.

Ces candidats s'adressent à leur vivier électoral habituel : cadres, couches aisées de la population, et tentent aussi de drainer les suffrages d'une population moins aisée, inquiète à l'idée de voir son appartement ou son petit pavillon

de banlieue échapper à ses héritiers faute, pour eux, de pouvoir acquitter les taxes.

Mais quel rapport entre ceux-là et les vrais héritiers ? 40% de la population n'hérite de rien, une succession sur deux est inférieure à 30 000 euros selon l'Insee et, en haut de l'échelle sociale, un héritier sur mille recevra en moyenne 13 millions d'euros. Les enfants de grandes familles habituées des exonérations et autres avantages fiscaux ont vu leur patrimoine global grossir au fil des années grâce aux héritages : il provient à 60%

des successions, un doublement en cinquante ans, selon le Conseil d'analyse économique.

C'est sans doute le fruit d'une vie de travail, pas la leur, celle des exploités.

Sylvie Maréchal



Maisons de maître à Trouville, en Normandie.

Police : matraque "humanitaire" contre les migrants

Quand Darmanin, ministre de l'Intérieur, se voit reprocher l'ordre qu'il donne à sa police de détruire systématiquement les camps de migrants à Calais, il jure la main sur le cœur qu'il le fait pour leur venir en aide !

Le vaste camp de 10000 réfugiés près de Calais avait été démantelé par la police en 2016, sous le gouvernement Hollande qui prétendait remplir un double devoir : humanité et fermeté. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer.

Des mini-camps se reconstituent et sont détruits au quotidien par la police, les tentes sont défoncées, leurs occupants empêchés de récupérer leurs affaires personnelles, sous les ordres de Darmanin, premier flic de France.



Camp de la Turquerie à Calais début janvier.

Les associations de réfugiés ne cessent de dénoncer cette chasse à l'homme de ceux qui, fuyant la misère ou les guerres, passent par Calais pour se rendre en Angleterre.

Mais, selon Darmanin, détruire les abris est une marque de considération pour ces « milliers de personnes dans des camps de fortune avec des tentes

en plein hiver », des réfugiés avec leurs bébés qui « n'ont ni eau, ni électricité, ni gaz » ! Si cela ne se passe pas bien, c'est, toujours selon le ministre, parce que les réfugiés refusent les places d'hôtel chauffées et même des logements qu'il leur offre dans sa grande générosité. Ils préfèrent, poursuit Darmanin, attendre un hypothétique

passage en Angleterre, que le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté leur refuse.

Et voilà pourquoi le seul coupable, en définitive, serait la Grande-Bretagne, tandis que Darmanin aurait toutes les raisons d'être fier de la chasse aux migrants menée par la république française !

Jean Sanday

Cédric Chouviat assassiné

Une nouvelle expertise médicale, ordonnée par le juge d'instruction, a été rendue publique lundi 24 janvier. Elle confirme que la mort de Cédric Chouviat a été provoquée par les clés d'étranglement et le plaquage ventral que les policiers lui avaient infligés lors de son interpellation, le 3 janvier 2020.

Arrêté alors qu'il

circulait en scooter, Cédric Chouviat avait été plaqué au sol par quatre policiers et maintenu par clé d'étranglement, sans que ses cris « J'étouffe », répétés à plusieurs reprises, leur fassent lâcher prise. Tombé dans le coma, il mourait deux jours plus tard, l'autopsie révélant une fracture du larynx.

La police avait commencé par couvrir les violences,

en rejetant la faute sur la victime accusée d'avoir résisté et insulté les policiers, comme si le fait qu'un homme désarmé les traite de « pauvres types » justifiait de le mettre à mort. Le ministre de l'Intérieur, Darmanin, avait ajouté sa petite dose personnelle de cynisme et de mépris, en déclarant « s'étouffer » lorsqu'il entend parler de

violences policières.

Malgré les vidéos de témoins ne laissant aucun doute sur les faits, il aura fallu un an et demi pour que trois des quatre policiers impliqués soient mis en examen, sans même être suspendus de leurs fonctions !

La famille de Cédric Chouviat espère que cette expertise permettra au moins de mettre à pied ces

policiers dangereux, qui n'ont laissé aucune chance à leur proche. Mais, au-delà de leur cas particulier, le mépris et le racisme ordinaires des forces de police sont une réalité quotidienne. L'État protège l'impunité de ses chiens de garde quels que soient leurs dérapages mortels.

Nadia Cantale

Sans-abri : toujours plus nombreux

Dix-huit villes organisaient dans la nuit du 20 au 21 janvier une opération de comptage des sans-abri, pour « recenser les besoins des personnes à la rue afin d'orienter les politiques publiques », selon le président d'Emmaüs Solidarité.

Les chiffres globaux ne seront connus que dans plusieurs semaines, mais toutes les associations caritatives indiquent déjà une montée de la pauvreté, aussi bien au niveau du logement que de l'aide alimentaire. Les équipes de bénévoles ont ainsi rencontré des travailleurs licenciés en 2020, en pleine

crise du Covid, qui ont perdu leur logement et se sont ensuite retrouvés à la rue.

À Bordeaux, la mairie dit avoir recensé 561 personnes à la rue, en plus des 287 qui habitent dans des squats, dont des femmes et des enfants. À Paris, la directrice du Samu social indiquait que quelques jours avant cette opération, plus

de cinq cents personnes avaient été laissées sans solution après leur appel au 115. Il faut dire que cette structure ne dispose que de trente-sept places à attribuer chaque jour, dont dix-sept pour des familles, autant dire une goutte dans l'océan du mal-logement. Non seulement les pouvoirs publics laissent la situation se dégrader, mais ils sont même directement responsables de cette montée de la misère. En facilitant les licenciements, en refusant d'embaucher dans les services publics, en diminuant les allocations chômage, l'État pousse des milliers de travailleurs vers la pauvreté, dont le mal-logement n'est que la partie la plus visible. Face à cette urgence, la réquisition des logements vides pour permettre à tous d'avoir un toit au-dessus de la tête serait une solution immédiate, efficace et peu coûteuse. Pourquoi est-elle sans-cesse écartée ?

Camille Paglieri



Nos lecteurs écrivent

La vie modèle réduit? Non merci!

Agent de service dans une unité de gériatrie de l'hôpital public, je suis, comme beaucoup de salariés, de plus en plus obligée de jongler chaque mois pour tout payer. Le casse-tête de comment régler les factures et remplir le frigo s'ajoute aux conditions de travail difficiles et au sentiment ressenti par beaucoup de mes collègues de devoir mal faire notre travail, faute d'embauches et de moyens.

Mais, comme j'ai encore de quoi payer la box Internet, j'ai droit aux reportages qui m'expliquent à longueur de JT comment me débrouiller. À les entendre, entre les conseils pour économiser l'essence – il suffit de couper le moteur au feu rouge et de réduire la vitesse –, les achats groupés pour faire baisser la facture d'électricité et la

chasse aux promos et aux bons de réduction dans les supermarchés, je serais vraiment la dernière des andouilles si je n'arrive pas à me contenter de mon smic !

Ces « bons conseils et astuces » me mettent en colère, car ils nous expliquent en gros qu'il n'y a rien d'autre à faire que d'accepter cette vie rétrécie. Et il faudrait en plus ajouter, à la fatigue d'un travail mal payé et pas reconnu, des heures à réfléchir à comment économiser 50 centimes par-ci, quelques euros par-là.

Ce qu'il nous faut, c'est des salaires qui nous permettent de nous passer des coupons de réduction et de vivre correctement. Mais, pour le voir à la télé, il faudra qu'on soit nombreux dans les rues.

Une lectrice d'Abbeville



FRANÇOIS MORI/AP SIPA

Hôpitaux: du mercurochrome sur une plaie béante

« Il y a environ 3 000 postes d'infirmiers vacants en Ile-de-France et 20% des lits sont fermés à cause de ces absences, c'est énorme », déclarait à la presse le directeur de l'offre de soins de l'ARS de cette région à la mi-janvier. Elle lançait alors une opération coup de poing faite de primes importantes pour attirer des infirmières.

Les conditions de travail se sont tellement dégradées ces dernières années dans les hôpitaux publics que non seulement il leur est difficile de recruter des infirmières sortant juste de formation, mais qu'une partie de celles qui sont en place démissionnent. Elles travaillent alors en intérim, mieux payées et choisissant leur service et la durée de leurs missions. Le gouvernement essaie bien de freiner

temporairement ces départs avec les plans Blanc des hôpitaux, qui interdisent provisoirement les démissions, mises en disponibilité ou départs en formation. Mais dès qu'ils seront levés, l'hémorragie de personnel ne pourra que continuer.

L'ARS d'Ile-de-France, s'inscrivant dans la concurrence entre régions pour attirer les infirmiers, propose donc une prime de 4 000 euros pour ceux qui

accepteraient de signer un CDD de six mois, même à temps partiel; elle propose même 7 000 euros pour un CDD de neuf mois. Bien des soignants en place, qui vivent avec des salaires modestes la galère quotidienne des hôpitaux en perte, vivent cette offre de primes exceptionnelles destinées à d'autres comme une injustice. Tout comme fin décembre l'annonce gouvernementale d'une prime mensuelle de 100 euros pour les infirmiers en réanimation avait laissé un goût amer aux aides-soignants travaillant à leurs côtés et aux hospitaliers des autres services.

Le recours toujours plus



important à l'intérim ou aux CDD, outre qu'il nuit à la cohésion des équipes soignantes, crée en miroir une vaste catégorie de travailleurs hospitaliers nettement moins choyés. Par ailleurs, chaque infirmière attirée en Ile-de-France par ces primes manquera dans une autre région, dans un autre hôpital.

Ces annonces de primes exceptionnelles à grand renfort de publicité sont de la part des autorités des gestulations de plus. Elles n'ont en réalité aucune solution pour sortir le système hospitalier de l'impasse complète dans laquelle les politiques de restrictions budgétaires l'ont enfoncé.

Lucien Déroit

Ehpad: les profiteurs de "l'or gris"

La dénonciation des conditions de vie des personnes âgées dans les Ehpad dans un ouvrage qui vient de sortir, *Les fossoyeurs*, et dans un reportage de France 2, a fait plonger lundi 24 janvier le cours des actions des deux groupes privés, Korian et Orpea, leaders dans ce secteur.

Orpea a dû demander la suspension de sa cotation et Korian avait perdu 14% à la fin de la journée. Cette baisse a touché d'autres groupes privés, comme LNA qui a perdu 5%.

La maltraitance des personnes âgées a déjà été dévoilée à plusieurs reprises par les employés, les résidents eux-mêmes ou leur famille, du fait des économies sur la nourriture, les soins, mais surtout faute de personnel. Le nombre de soignants est tellement insuffisant qu'ils n'ont pas le temps de faire manger, de laver, de lever la personne pour lui

permettre de vivre dignement. Des grèves ont éclaté à plusieurs reprises pour l'amélioration des salaires mais aussi contre les conditions de travail. Le coût plus important des maisons de retraite privées n'y garantit même pas de meilleurs services et un meilleur traitement des pensionnaires, mais des bénéfices importants aux actionnaires.

Les groupes privés, qui se sont développés et concentrés depuis les années 1990, ont accumulé des fortunes. En 2017, le groupe Orpea parvenait à 17,5% de marge opérationnelle. En quinze

ans, son cours en Bourse avait été multiplié par plus de quinze. Les chiffres sont à peu près les mêmes pour la dizaine de grands groupes de maisons de retraite privés. Ils ont fait des personnes âgées de « l'or gris », grâce aux fonds publics et au soutien des élus. L'intervention de Xavier Bertrand, alors ministre de la Santé, a grandement facilité l'expansion du groupe Orpea qui, en 1990, a obtenu très rapidement la gestion de dizaines d'établissements.

Il aura fallu la publicité faite à cette situation scandaleuse pour que les actions des profiteurs de « l'or gris » soient affectées. Mais qui, dans cette triste combine de privatisation, s'était alors soucié du sort des personnes âgées?

Inès Rabah

Enfants placés: la misère à 18 ans

Pour la plupart des jeunes, avoir 18 ans signifie pouvoir voler de ses propres ailes, pouvoir conduire, voter, etc. Pour d'autres, le dix-huitième anniversaire, c'est la date après laquelle on se retrouve à la rue, sans ressources.

300 000 enfants sont aujourd'hui pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) parce que pour des raisons médicales, sanitaires, familiales, ils ne peuvent bénéficier de l'éducation et du soutien de leur famille. Mais, à 18 ans, l'aide sociale cessant d'être obligatoire, nombre de ces jeunes ayant dû quitter leur foyer ou leur famille d'accueil se retrouvent à la rue, dans les pires conditions d'existence.

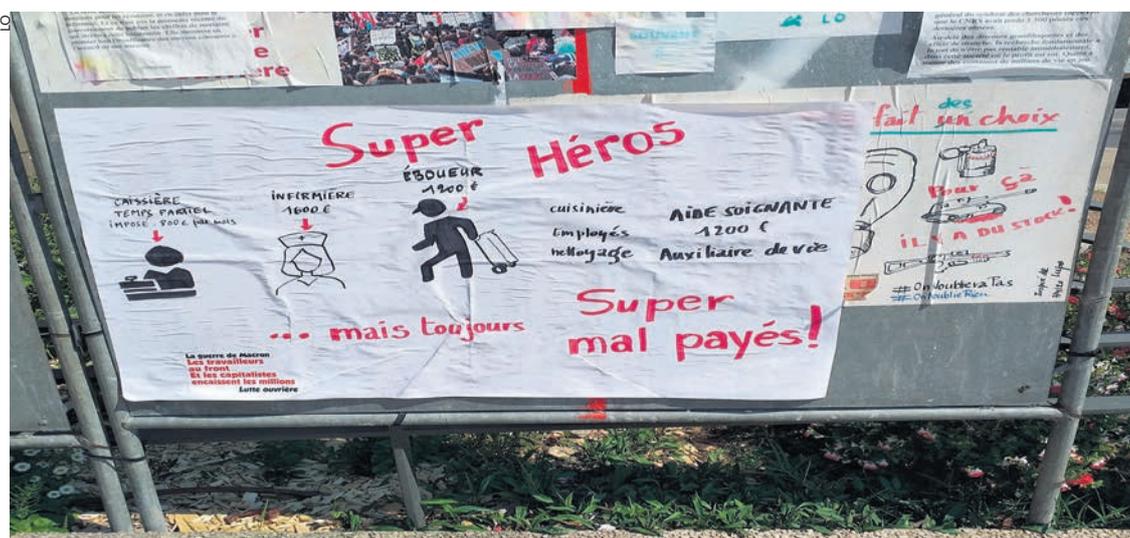
Le problème n'est pas nouveau. Depuis des années, des associations le dénoncent. Ainsi les chiffres de la fondation Abbé-Pierre alertent: un quart des SDF sont d'anciens enfants placés. Mais janvier 2022, trois petits mois avant l'élection présidentielle, est une bonne date pour faire semblant de se pencher sur ce problème et faire mine d'y apporter des solutions.

Présenté en juin dernier au Conseil des ministres, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale en juillet, puis au Sénat en décembre, le projet de loi relatif à la protection des enfants devait être voté à

l'Assemblée ce mardi 25 janvier. Comment le gouvernement entend-il offrir aux enfants placés un avenir radieux? En interdisant de loger à l'hôtel les mineurs et les jeunes majeurs confiés à l'ASE d'ici 2024. En promettant un « droit au retour » à l'ASE des jeunes majeurs jusqu'à 21 ans ainsi qu'un accès prioritaire au logement social. En effectuant mille et une promesses de protection contre la maltraitance et les violences sexuelles et aussi en envisageant une meilleure rémunération pour les familles d'accueil...

Quant aux conseils départementaux – les collectivités qui financent les prestations de l'ASE –, le secrétaire d'État en charge de l'Enfance et des Familles s'engage à ce que l'État les accompagne à hauteur de 50 millions d'euros. Même pas un millième des 80 milliards d'euros d'aides déjà versés aux entreprises depuis deux ans. À part le fait d'en parler, cela dit tout l'intérêt du gouvernement envers les jeunes en difficulté.

Sophie Gargan



Paris-RIVP : un fournisseur coupe le gaz

Un fournisseur de gaz ayant fait défaut, la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) en a trouvé un autre, beaucoup plus cher, et veut répercuter la hausse, ce qui est tout bonnement catastrophique pour les 15 000 locataires.

C'est avec le fournisseur appelé E-Pango (créé en décembre 2015) que la RIVP avait traité. Il existe sur le marché 25 fournisseurs de gaz, qui tous s'approvisionnent aux mêmes sources extérieures, principalement la Norvège, puis la Russie, etc., puisqu'il n'y a pas de production de gaz en France. Comme ses concurrents, E-Pango, qui vend électricité et gaz, fait des promesses mirifiques : « créateur d'une solution énergétique intelligente », « comprendre et maîtriser votre consommation », « participer intelligemment à la transition vers les énergies renouvelables », etc.

Et c'est ainsi que E-Pango

se targue d'avoir de nombreux clients, comme Transdev, un certain nombre d'agglomérations, des universités, l'Opéra de Paris, celui de Lyon, le château de Versailles, le Crédit mutuel, l'APHP (hôpitaux de Paris), Aéroports de Paris, etc. Pour faire fonctionner ce qui paraît une importante société, eh bien il n'y a pourtant que six ou sept personnes, toutes actionnaires. On trouve à la direction une revenante : Anne Lauvergeon, celle qui fut présidente d'Areva, qui impulsa l'achat catastrophique d'Uramin, une concession achetée très cher et qui n'avait qu'un seul défaut : contenir très peu

d'uranium, ce qui a généré une perte énorme. C'est elle aussi qui a piloté le projet d'EPR de Flamanville, même si elle n'en est pas à l'origine, EPR dont on connaît l'éclatant succès.

C'est donc cette même dirigeante qui pilote E-Pango et qui, devant la hausse des cours du gaz, préfère renoncer à en fournir, après de longues tractations sans succès avec la RIVP. E-Pango ayant donc fermé les vannes, les 15 000 locataires concernés ont eu la mauvaise surprise de recevoir une lettre de leur bailleur, les informant d'une hausse du gaz de 43 euros par mois, par exemple, pour un logement de trois pièces, à quoi s'ajoute le prix de l'eau chaude qui passe à 12,5 euros le m³.

La RIVP représente 7 % du chiffre d'affaires global d'E-Pango. Ce fournisseur



Un immeuble RIVP.

d'énergie s'était engagé à garantir un prix fixe en 2021 et 2022. Après son forfait, les locataires supportent une hausse faramineuse. Leur bailleur a déclaré dans sa grande bonté « qu'il fera tout pour faire supporter in fine au fournisseur et reversera intégralement à ses locataires les sommes qu'il compte obtenir », en ajoutant : « Par ailleurs, une baisse des cours du gaz est attendue en 2023 et elle sera répercutée dans vos comptes ». Tous les espoirs sont permis, dont celui de croire au père Noël!

Les habitants de ces

immeubles sont des salariés, certains avec de petits revenus, des retraités, des sans-emploi... RIVP et le bailleur HSF (Habitat social français) qui en dépend passent des contrats avec des sociétés qui ne produisent aucune énergie, qui ne font que de la revente en essayant de faire le maximum de profits. Ce ne devrait pas être aux locataires de payer leurs erreurs et les vaines promesses d'E-Pango. Que les responsables paient, en maintenant les anciens tarifs!

Correspondant LO

Liberto Plana

Notre camarade Liberto, que nous appelions Liova, est décédé des suites d'un cancer à l'âge de 64 ans. Depuis plus d'un an, il luttait contre ce cancer du poumon qui a déjà fait trop de victimes parmi les nôtres. La lutte, il savait ce que c'était, car toute sa vie il a lutté, que ce soit pour et avec ses camarades de travail, pour ses camarades de parti, et plus généralement pour les intérêts politiques de la classe ouvrière. Mais cette fois c'était pour lui et sa santé.

La lutte, il était tombé dedans très tôt. À 17 ans c'est en militant à la LCR, la Ligue communiste révolutionnaire, que sa révolte contre cette société dure aux pauvres s'était concrétisée. Et c'est dans le communisme révolutionnaire qu'il a trouvé des perspectives pour les exploités et les opprimés.

C'est aussi en tant que communiste révolutionnaire qu'il avait rejoint les rangs de la classe ouvrière en se faisant embaucher comme ouvrier aux poupées Bella de Perpignan. Travaillant au four, en

équipe, il partageait avec les autres ouvriers les cadences, les conditions de travail, les pressions des chefs et l'arbitraire patronal. Sa lutte, il l'a continuée dans la classe qu'il avait choisie, le prolétariat industriel.

Liberto a participé à toutes les luttes syndicales de cette époque, jusqu'à ces années 1980 où l'usine a été fermée. Des bagarres contre la fermeture il y en a eu, en particulier la première en 1981. Ce fut la lutte des ouvriers de Bella, où il se révéla comme un représentant des ouvrières et des ouvriers qui refusaient d'être les sacrifiés de cette économie capitaliste. Avec d'autres, avec le comité de grève, avec ses camarades du syndicat et de la LCR, il participa à la direction de cette lutte, à une période où il était de bon ton dans les hautes sphères syndicales de dire qu'il ne fallait pas gêner, par des grèves, l'action des ministres communistes, ministres qui cautionnaient ce système en y participant au plus haut niveau.

Sa lutte a continué à travers l'activité syndicale chez Euromarché, devenu Carrefour, mais aussi à l'union locale Nord de Perpignan, où il aida à la création de plusieurs syndicats, et également en tant que juge ouvrier au conseil des Prud'hommes.

Toute sa vie, Liberto a été un militant de la classe ouvrière, un militant trotskyste. Ayant rejoint notre parti Lutte ouvrière en 1988, il a depuis représenté fidèlement notre courant dans les manifestations, les grèves ou lors des élections.

Notre courant, il l'a renforcé en organisant le banquet annuel qui regroupe nos amis et sympathisants, mais aussi en redonnant confiance dans les idées communistes à une génération militante plus jeune, et en convainquant d'autres de militer pour nos idées. Il est devenu un des dirigeants régionaux de notre groupe. Et, dans toutes les réunions auxquelles il participait, son point de vue de classe a toujours été précieux à bien des camarades.



Nous perdons un des nôtres, un militant ouvrier apprécié pour sa générosité, son enthousiasme militant, sa fougue, son franc parler. Il nous manque, mais disons-nous que Liberto aura eu une belle vie, la vie qu'il s'est choisie,

celle d'un militant du courant trotskyste depuis près de cinquante ans, qui mettait toute sa confiance dans les capacités de la classe ouvrière à changer le monde. Son combat continue, notre combat, le combat communiste.

OTAN-Russie : escalade verbale et guerrière

À quoi mènera le bras-de-fer entre le camp occidental et la Russie autour de l'Ukraine ? La tension ne cesse de croître, alimentée par les déclarations des uns et des autres, mais aussi par l'annonce de livraisons répétées d'armes occidentales à l'Ukraine pour l'aider à riposter à une éventuelle agression russe.

Le 21 janvier, Moscou avait demandé à Washington et à l'OTAN de s'engager par écrit à ne pas intégrer l'Ukraine dans cette alliance militaire créée en 1949 par les États-Unis contre l'Union soviétique, alors qu'il est de plus en plus question de cette adhésion. La requête n'est pas si étonnante, compte tenu du fait que l'OTAN reste principalement dirigée contre la Russie, alors que la Russie et l'Ukraine partagent une même culture depuis plus de mille ans et ont fait partie d'un même pays, l'Empire tsariste, puis l'URSS, depuis le milieu du 17^e siècle.

Il ne faut pas oublier non plus que, malgré les engagements oraux des dirigeants américains au début des années 1990 de ne pas étendre l'OTAN aux États nés de la chute du Mur de Berlin, donc de ne pas placer leurs forces militaires sur les frontières de la Russie, 14 des 30 États membres de l'OTAN y ont adhéré après 1997, alors qu'ils avaient fait partie de ce que l'on appelait les pays de l'Est, voire de l'URSS.

La pression de l'OTAN

Le camp occidental a répondu au Kremlin par un refus sans fioriture, assorti de menaces de représailles immédiates en cas d'attaque

contre l'Ukraine. Le tout appuyé d'une salve de mesures militaires.

L'OTAN a fait savoir qu'elle « continuerait [...] à renforcer la partie orientale de l'Alliance ». Cela s'entend militairement, bien sûr, ce dont elle ne se prive pas depuis des années. Washington a placé en état d'alerte 8 500 hommes, prêts à partir en Ukraine et dans les pays Baltes, et prévoit des manœuvres navales en Méditerranée d'ici avril. Le président Biden a annoncé pour sa part l'envoi de « moyens de défense, d'armes légères et de munitions » en Ukraine. Cela s'ajoute, ce qu'il ne précise pas, aux instructeurs militaires et aux missiles américains qui se trouvent déjà sur place.

Les seconds couteaux de l'OTAN, de la Grande-Bretagne à la France en passant par les Pays-Bas, l'Espagne, le Danemark et quelques autres, ont promis d'envoyer des navires de guerre, des avions de chasse et des troupes pour appuyer l'OTAN à la périphérie de la Russie. En fait, depuis la chute du Mur de Berlin en 1989 et surtout l'effondrement de l'URSS en 1991, les puissances impérialistes, États-Unis en tête, et leur alliance militaire l'OTAN, n'ont cessé de pousser leurs pions



Manœuvres conjointes des troupes de l'OTAN et de l'Ukraine.

en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Asie centrale, dans des régions que la Russie considère comme son pré carré.

La Russie ne se prive certes pas d'y intervenir. On l'a vu au Kazakhstan, pour mater un soulèvement populaire, et en 2021 dans le Caucase, pour s'y affirmer comme puissance régionale dominante. Mais cela n'enlève rien au fait que, depuis trois décennies, l'impérialisme renforce ses positions au détriment de celles de la Russie dans ces régions. Et il veut continuer à le faire, en rappelant que c'est lui qui domine le monde et qu'il entend y faire la loi, quitte à risquer de provoquer un conflit en Europe, avec l'Ukraine comme champ de bataille et comme prétexte.

Reconstituer l'URSS

Des kremlinologues auto-proclamés expliquent ici ou là qu'en fait Poutine veut reconstituer, de gré ou de force, l'Union soviétique. Que le Kremlin use de la force, tout le monde le sait. Qu'il veuille reconstruire l'URSS, c'est une autre affaire. En 2005,

Poutine a certes décrit la disparition de l'URSS comme « la pire catastrophe géopolitique du 20^e siècle ». Mais il ajoutait dans la même phrase qu'il n'y a qu'« un fou pour croire que l'on puisse reconstituer l'URSS ».

C'est un avis d'expert ! D'abord, parce que Poutine est issu de cette bureaucratie qui a provoqué l'éclatement de l'URSS qu'elle dirigeait, pour s'en approprier les richesses. Ensuite, parce que l'URSS n'a pu exister, phénomène pour l'instant unique dans l'histoire, que comme le produit d'une révolution ouvrière victorieuse.

Poutine, qui dirige actuellement la bureaucratie russe et qui vient d'envoyer son armée écraser un soulèvement ouvrier et populaire au Kazakhstan, n'a d'autre préoccupation que de défendre son pouvoir et celui d'une bureaucratie pillarde, réactionnaire et antiouvrière. C'est justement cela qui a entraîné l'éclatement de cet ensemble que constituait l'URSS, et qui rend les dirigeants russes, ukrainiens ou autres incapables de la reconstituer,

même s'ils le voulaient.

Dans cette ex-URSS que les bureaucrates ont mise en pièces, dans laquelle ils s'appuient de plus en plus sur le nationalisme pour asseoir leur pouvoir, de la Russie au Kazakhstan en passant par l'Ukraine, en dressant les peuples les uns contre les autres, quel avenir alternatif les grandes puissances impérialistes, même dites démocratiques, pourraient-elles proposer à ces peuples ?

Face à la brutalité et au cynisme du pouvoir russe, qui vient de répliquer aux mesures de l'OTAN par l'organisation de grandes manœuvres dans cette Crimée que le Kremlin a « reprise » à l'Ukraine en 2014, le camp des puissances occidentales n'éprouve pas moins de forces et de cynisme. L'actuelle escalade de la guerre des mots et des postures à laquelle se livrent les deux camps risque un jour de déboucher sur des affrontements à bien plus grande échelle entre des peuples que tout devrait unir, et qui ont été longtemps unis.

Pierre Laffitte

Migrants : l'Europe forteresse toujours plus meurtrière

Dans son bilan annuel pour 2021, Frontex, l'agence créée par l'Union européenne pour aider les États à bloquer les migrants aux frontières extérieures, se déclare satisfaite de ses « excellents résultats ».



Frontex affiche le nombre de kilos de drogue saisis, de trafiquants identifiés, pas celui des morts dont les États européens sont responsables. Il y en aurait eu 1 500 en 2021 selon une agence de l'ONU, et probablement bien davantage. L'ONG espagnole Caminando Fronteras (En parcourant les frontières) fait état de 4 404 morts et disparus lors de leur navigation vers l'Espagne, le chiffre le plus élevé depuis son premier recensement

il y a sept ans. En effet les moyens supplémentaires déployés pour détecter les présences de migrants aux frontières extérieures de l'Union européenne les incitent à emprunter de nouveaux itinéraires, encore plus dangereux et meurtriers. Le directeur de Frontex se félicite d'une nouveauté porteuse de nouveaux drames. Elle consiste à déployer des agents de terrain, au nombre de 2 000 aujourd'hui et qui devraient atteindre 10 000 d'ici à 2027.

Il est bien significatif que l'un des seuls points sur lequel les États membres de l'Union européenne ont réussi à surmonter leurs multiples conflits soit la création d'un corps de gardes-frontières et de gardes-côtes armés portant un uniforme européen. Cette Europe, c'est celle des camps de rétention et de la traque policière, et certainement pas celle du progrès que vantent ses dirigeants !

Jean Sanday

Burkina Faso : d'un coup d'État à l'autre

Un coup d'État militaire a renversé le président du Burkina Faso, Roch Marc Kaboré, lundi 24 janvier. C'est un coup d'État de plus, pourrait-on dire, après celui de mai dernier au Mali voisin.

Les régimes sur lesquels s'appuie la France en Afrique s'effondrent successivement, preuve de la faillite totale de sa politique menée à coups d'opérations militaires.

Ce coup d'État n'est pas vraiment une surprise. Comme au Mali, les putschistes ont pu surfer sur la colère de la population contre ses propres dirigeants et contre la présence française. Aujourd'hui, plus d'un million et demi d'habitants, sur les vingt et un millions que compte le pays, ont dû fuir loin de chez eux par peur des attaques djihadistes. L'exaspération a été portée à son comble par deux attaques meurtrières. En juin, une attaque djihadiste sur la petite ville de Solhan a fait 160 morts dont au moins 20 enfants. Puis, en novembre, une soixantaine de gendarmes ont été massacrés dans leur base d'Inata. Les jours suivants, d'importantes manifestations organisées dans tout le pays

ont demandé la démission de Kaboré et mis en cause la France. Le 20 novembre, un convoi militaire français était bloqué dans la ville de Kaya par une foule qui voulait l'empêcher de traverser le territoire Burkinabé vers le Niger.

Kaboré, arrivé au pouvoir en novembre 2015, devait aux dirigeants français sa présence à la tête de l'État. Un an auparavant, le dictateur Blaise Compaoré avait été renversé par un puissant mouvement populaire. La France, dont il avait été l'exécuteur des basses œuvres dans la région pendant vingt-sept ans, lui rendit un dernier service en l'exfiltrant vers la Côte d'Ivoire, puis veilla à écarter la population de la scène politique au profit de politiciens professionnels. Kaboré fut élu président, et instaura un régime tout aussi corrompu que celui de Compaoré. Il s'avéra totalement impuissant lorsque les groupes djihadistes,



Burkina Dori juin 2021.

jusqu'à cantonnés au Mali, prirent pour cible le Burkina. Kaboré mit en œuvre les mêmes expédients que ses homologues maliens, laissant le champ libre à l'armée pour rançonner la population, au lieu de la protéger et créant des milices d'autodéfense, villageoises, dont le seul rôle fut d'ajouter à l'insécurité

créée par les djihadistes celle provoquée par les conflits entre communautés et les règlements de comptes.

La veille du coup d'État militaire au Burkina Faso, un cinquante-troisième soldat français était tué au Mali sur la base française de Gao, la dernière encore occupée dans le pays. Qui oserait

encore dire aujourd'hui qu'il était là pour protéger la population de la région ? Les coups d'État qui se succèdent traduisent, au même titre que la persistance de l'insécurité, l'échec d'une politique qui ne vise qu'à défendre les intérêts de l'impérialisme français en Afrique.

Daniel Mescla

Birmanie : Total prend ses bénéfices

Total a finalement annoncé son retrait du champ gazier Yadana qu'il exploite depuis trente ans en Birmanie. Quelques heures après, la firme américaine Chevron, qui exploite ce gisement avec Total, a annoncé le sien.

Dans un communiqué, le géant français du pétrole feint de se soucier du sort de la population birmane.

Total se dit préoccupé par les abus et violations des droits humains commis en Birmanie depuis le coup d'État du 1er février 2021. En un an, la junte a assassiné près de 1 500 opposants, en a arrêté 8 700, et de nombreuses condamnations à mort ont été prononcées. Elle a mis à feu et à sang des quartiers ouvriers, des villes ou villages, pour tenter, sans y parvenir, de vaincre la résistance au coup d'État. Cela avec la parfaite complicité de Total et Chevron.

Environ 50% des devises de l'État birman et de la junte militaire proviennent en effet de la rente gazière. L'organisation EarthRights International déclare : « Depuis le début du coup d'État,

Total et Chevron ont facilité le transfert d'environ un demi-milliard de dollars américains de revenus à la junte militaire. Ces paiements sont la plus grande source de fonds étrangers de l'armée et alimentent ses atrocités en matière de droits humains. »

En avril 2021, trois mois après le coup d'État, Pouyané, le PDG de Total justifiait sa collaboration avec le régime

assassin, en prétendant qu'il refusait de priver la population birmane d'électricité. En réalité, 70% de la production du gisement est exportée et la moitié de la population birmane n'est raccordée à aucun réseau électrique, condamnée à utiliser des panneaux solaires pour recharger les téléphones portables. La firme a bien réagi à un article du journal *Le Monde* détaillant le montage financier utilisé par Total pour financer la junte à partir d'une filiale enregistrée aux Bermudes : elle a annulé, non sa présence en Birmanie, mais la campagne de publicité prévue dans le quotidien !

De leur côté, les dirigeants de l'impérialisme versent des larmes de crocodile sur le sort de la population birmane, mais se gardent bien de sanctionner financièrement les firmes liées à la junte. Alors, pourquoi ce revirement ? Certainement pas par souci humanitaire d'une firme qui, en Ouganda ou en Mozambique sème la misère et la désolation parmi les populations. En fait, la fin de l'exploitation du champ Yadana était de toute façon prévue pour 2025, en raison de son épuisement. Et Total, respectueux de son préavis de six mois, s'engage

auprès de la junte à trouver un remplaçant.

Comme l'indique l'association Info Birmanie : « Total a sans doute effectué un calcul entre les bénéfices et les risques qu'il y avait à rester sur une telle opération. » Comme bien d'autres firmes occidentales, le géant pétrolier avait sans doute estimé que la violence de la répression aurait rapidement raison de la résistance de la population et que sa complicité avec les massacreurs serait vite oubliée. Cela n'a pas été le cas, et il préfère se hâter (lentement) de se retirer.

Christian Bernac

Algérie : solidarité avec le Parti socialiste des travailleurs !

Les autorités algériennes viennent d'ordonner la suspension des activités du Parti socialiste des Travailleurs (PST) ainsi que la fermeture de ses locaux.

Le prétexte administratif sur lequel s'appuie cette décision ne peut cacher son caractère politique : elle

est dans la suite des mesures de répression et du durcissement du régime mis en œuvre par le président Tebboune depuis son installation.

Après le vaste mouvement populaire qui a secoué l'Algérie en 2019 et jusqu'en 2020, le pouvoir a

engagé une reprise en main qui vise à défendre les intérêts de la bourgeoisie algérienne et la stabilité de l'ordre impérialiste contre toute tentative de les mettre en cause.

Il voudrait faire taire tous ceux qui s'opposent à sa politique économique et

sociale et qui, au sein des masses populaires, font entendre une voix critique.

Lutte ouvrière condamne la répression en Algérie et affirme sa pleine solidarité au PST et à ses militants.

Communiqué de Lutte ouvrière, le 22 janvier

Grande-Bretagne : Johnson touché mais pas coulé

L'année 2022 a mal commencé pour Boris Johnson, avec les révélations montrant qu'en 2020 et 2021, en plein confinement, des soirées nombreuses et bien arrosées ont été organisées au 10 Downing Street, siège du Premier ministre.

Au même moment le gouvernement prétendait imposer des règles de regroupement drastiques à la population et punir ceux qui osaient les enfreindre.

« Faites ce que je dis, pas ce que je fais » : la façon insouciante dont les gouvernants se sont placés au-dessus des lois a choqué, et Johnson dévisse dans les sondages. 50 % de ceux qui ont voté pour son parti lors des législatives de décembre 2019 seraient aujourd'hui favorables à sa démission. C'est notamment le cas de bien des petits patrons qui commencent à mesurer les effets négatifs du Brexit sur leur portefeuille. Cerise sur le pudding, un député

conservateur, sûrement très inquiet pour sa réélection, a même annoncé son ralliement à l'opposition travailliste.

Dans la tourmente, après des excuses à la Chambre des communes et à la reine elle-même, Johnson a dégagé trois propositions choc : geler puis supprimer à partir de 2027 la redevance télévision qui constitue la principale source de financement de la BBC ; mobiliser l'armée pour barrer la route aux migrants et les renvoyer vers leur pays d'origine ; relâcher les contraintes sanitaires adoptées face à la pandémie. Ces annonces démagogiques, bien dans le style du personnage, ont

l'avantage de ne rien coûter au patronat. Et Johnson espère qu'elles pourront ramener vers lui le nombre grandissant des députés toriques qui craignent que l'impopularité de leur chef ne les éclabousse.

Par ailleurs, pour sembler jouer la transparence, Johnson a chargé la haute fonctionnaire Sue Gray d'enquêter sur les dérives des fêtes et autres pots de départ organisés au sein des locaux ministériels. On peut prévoir d'avance que l'enquête se conclura par de simples recommandations, qui épargneront Johnson lui-même. Et, si une trentaine de députés conservateurs réclament aujourd'hui un vote de défiance envers Johnson, il faudrait qu'ils soient 54 pour qu'un tel vote intervienne.

Surtout, quelles que soient leurs récriminations



Boris Johnson au 10 Downing Street.

envers ce Premier ministre à la réputation dégradée, les parlementaires conservateurs n'ont pas encore de capitaine de rechange. Les poids lourds du gouvernement pressentis sont le ministre des Finances, Rishi Sunak, champion du « quoi qu'il en coûte », ou la ministre des Affaires étrangères, Liz Truss, qui cultive une image de nouvelle Dame de fer. Mais pour l'instant ils attendent encore de voir si leur chef parviendra à rebondir une fois de plus, ou s'il va vraiment plonger.

Loin de ces péripéties au sommet, le pays a été un des plus durement touchés par la pandémie, la barre des 150 000 morts du Covid ayant été officiellement dépassée en janvier, et les travailleurs font face à une

inflation galopante, supérieure à 5%. Les factures de gaz et d'électricité flambent, tandis que la prétendue reprise économique se traduit par la multiplication de contrats précaires qui ne permettent pas de vivre dignement.

Bien sûr, aucun des politiciens qui rêvent de remplacer Johnson n'envisage de s'attaquer aux profits et au pouvoir de la classe capitaliste. Ce n'est le cas ni de ses amis du Parti conservateur ni de Keir Starmer, leader d'un Parti travailliste qui attaque d'autant plus volontiers Johnson sur les péripéties du Partygate que cela lui évite de critiquer le fond pro-patronal de sa politique, qu'il partage sans réserves.

Thierry Hervé

Afghanistan : catastrophe humanitaire

Le 24 janvier, une délégation de talibans conduite par le ministre des Affaires étrangères, Amir Khan Muttaqi, a rencontré à Oslo les représentants des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Union européenne et de la Norvège.

« Tout en cherchant à résoudre la crise humanitaire (...), nous poursuivrons une diplomatie lucide avec les talibans [dictée par] notre intérêt constant pour un Afghanistan stable, respectueux des droits et inclusif », avait tweeté la veille le représentant américain pour l'Afghanistan, Thomas West. De cette déclaration tout à fait hypocrite ressort au moins une vérité : les dirigeants américains s'inquiètent

surtout de la menace que la catastrophe humanitaire fait peser sur la stabilité du pays et de toute la région.

La situation en Afghanistan s'aggrave en effet de jour en jour. Vingt-trois millions d'Afghans, soit 55 % de la population, sont menacés par la famine. Le chômage a explosé et les salaires des fonctionnaires ne sont plus payés depuis des mois. Dans les rues de Kaboul, les femmes et les enfants sont

de plus en plus nombreux à mendier. La situation dans les campagnes est tout aussi dramatique.

À cette misère s'ajoute le poids de la dictature. Ainsi les femmes qui, dans les villes, avaient gagné quelques droits sous le précédent gouvernement, se voient exclues des emplois publics. Elles ne peuvent faire de longs trajets sans être accompagnées par un homme de leur famille. Les écoles secondaires pour filles restent pour la plupart fermées. Des militantes féministes afghanes qui manifestent régulièrement à Kaboul et dans d'autres villes sont arrêtées, sans que leurs proches puissent savoir par la suite ce qu'elles deviennent. Le journal *Le Monde* du 23 janvier rapportait l'arrestation le 19 janvier de deux jeunes Afghanes qui avaient participé avec une vingtaine d'autres à une manifestation, à Kaboul, pour protester contre le meurtre et la disparition de femmes depuis la prise du pouvoir par les talibans, ainsi que contre les tentatives de ces derniers de rendre obligatoire la burqa. Beaucoup

de membres de l'ethnie hazara, persécutée car d'obédience chiite, jugée hérétique par les talibans, ou encore d'anciens membres du pouvoir déchu, ont dû fuir. Deux mille Afghans auraient ainsi franchi illégalement la frontière de l'Iran, pays limitrophe.

Les puissances occidentales déclarent conditionner l'aide internationale au respect des droits humains par les talibans. Mais elles n'en ont jamais fait grand cas. Les États-Unis ont même soutenu le premier pouvoir taliban de 1996 jusqu'en 2001. Après les

attentats du 11 septembre 2001, les anciens amis sont devenus les ennemis à abattre, accusés de protéger Ben Laden. La guerre a été déclenchée et une pluie de bombes a été déversée sur le peuple afghan. Vingt ans plus tard, en août 2021, les États-Unis ont décidé de partir, abandonnant le gouvernement fantoche qu'ils avaient mis en place, laissant le pays qu'ils ont contribué à détruire aux mains des talibans, une clique réactionnaire que toute leur politique a aussi contribué à renforcer.

Aline Retesse



À Kaboul, l'été dernier.

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 221 (février 2022) :

- Nathalie Arthaud, candidate à l'élection présidentielle
- Kazakhstan : la classe ouvrière face aux bureaucrates, à Poutine et aux puissances impérialistes
- Chine - États-Unis : une concurrence féroce mais inégale
- Inde : un bilan du mouvement des paysans
- Afrique du Sud : au lendemain des élections municipales, clap de fin pour l'ANC ?
- Lire Rosa Luxemburg

Ce numéro sera sur le site de *Lutte ouvrière* à partir du dimanche 23 janvier, et il sera publié jeudi 27 janvier. Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 1,43 euro.

Le 30 janvier 1972 : "Bloody Sunday" en Irlande du Nord

Il y a cinquante ans, dimanche 30 janvier 1972, les parachutistes britanniques tiraient sur des manifestants pacifiques à Derry, en Irlande du Nord. Quatorze d'entre eux étaient tués, quatorze autres blessés. Le massacre, vite surnommé « Bloody Sunday » (dimanche sanglant), fit basculer la province dans une guerre civile qui devait durer trente ans.

L'Irlande du Nord était une entité administrative, création de l'impérialisme britannique. Après des siècles de colonisation de l'Irlande, celui-ci avait dû se rendre à l'évidence en 1921 : il n'était plus possible de maintenir la tutelle sur l'ensemble de l'île. Les Irlandais s'étaient insurgés et la guerre féroce que menait contre eux l'armée anglaise n'avait pas raison de leur détermination. L'État libre d'Irlande fut ainsi fondé, avec autorité sur 26 des 32 comtés de l'île. Mais dans les six comtés d'Ulster, au nord-est, le gouvernement britannique s'était appuyé sur une population protestante et des milices unionistes – c'est-à-dire favorables à l'union avec le reste du royaume – pour garder ce secteur sous sa tutelle. L'Irlande du Nord avait ainsi été créée et la situation était inchangée en 1972.

Le mouvement des droits civiques

Dans cette province qui bénéficiait d'une certaine autonomie au sein d'un Royaume-Uni se gargarisant de sa supposée démocratie, une véritable dictature s'exerçait. Tous les gouvernements locaux étaient liés à l'Ordre orange,

une organisation unioniste d'extrême droite. Les nationalistes, favorables à la réunification de l'Irlande, et tous ceux qui contestaient cette dictature étaient réprimés. Le suffrage n'était pas universel, les plus pauvres en étant exclus, et les élections étaient arrangées pour garantir des majorités aux unionistes. Les catholiques, soit quelque 40% d'un million et demi d'habitants, étaient victimes de discriminations à l'emploi et au logement. Dans les grandes villes, une véritable ségrégation existait.

En 1968, notamment sous l'influence de la contestation de la guerre du Vietnam et de la révolte des Noirs américains, un mouvement pour les droits civiques se développa contre cette oppression. Ses revendications étaient alors modérées : l'association qui le dirigeait, la NICRA (Association d'Irlande du Nord pour les droits civiques), demandait l'adoption du suffrage universel, un accès équitable aux logements publics et l'abrogation des pouvoirs spéciaux qui facilitaient la répression, en particulier la détention sans jugement. Les moyens utilisés par la NICRA étaient

pacifiques : sit-in, manifestations non-armées et désobéissance civile. Mais les milices unionistes et la police, entièrement composée de protestants unionistes, répliquaient en rossant violemment les manifestants. Le gouvernement britannique envoya l'armée et des militants des droits civiques furent incarcérés, souvent sans jugement.

Le massacre du 30 janvier

Dimanche 30 janvier 1972, la NICRA organisa une marche pacifique à Derry, deuxième ville de la province, qui était sous la férule des unionistes et où les catholiques, soit les deux tiers de la population, vivaient dans une pauvreté noire. La ville était entièrement divisée, avec des quartiers protestants d'où les catholiques avaient été chassés, et des quartiers pauvres où ils étaient parqués. Le 18 janvier 1972, le Premier ministre de la province interdit toutes les manifestations. C'est pour protester contre cette mesure et contre les détentions sans jugement instaurées un an auparavant que la NICRA organisa la marche du 30 janvier.

Ce jour-là, les parachutistes commencèrent à tirer sur une barricade et tuèrent six personnes. Dans des véhicules blindés et à pied, ils se mirent à pourchasser les manifestants. Ils en tuèrent huit autres, en général en leur tirant dans le dos. Ceux qui étaient arrêtés étaient souvent frappés,



Fresque murale évoquant le Bloody Sunday.

matraqués. En dix minutes, les soldats tirèrent une centaine de coups de feu et tuèrent quatorze personnes, surtout des jeunes dont six avaient 17 ans, et aucun n'était armé. L'un d'entre eux avait les bras levés et criait : « Ne tirez pas », tandis qu'un autre brandissait un mouchoir blanc. Un troisième était déjà à terre, blessé, quand une deuxième balle l'acheva. En revanche, aucun soldat ne fut blessé ni tué.

Le lendemain, le gouvernement britannique d'Edward Heath expliqua que l'armée avait répliqué à des tirs et à des jets d'explosifs. L'armée mentit sur le déroulement des faits, en expliquant que les manifestants avaient lancé des pierres et des cocktails Molotov contre les soldats, ainsi en état de légitime défense. Ce mensonge d'État allait devenir la vérité officielle pendant quarante ans. Une commission d'enquête conclut à la va-vite à la version de l'armée et il fallut attendre 2010 pour qu'une nouvelle enquête officielle innocente l'ensemble des victimes, reconnaissant que les soldats avaient tiré sans sommation sur des hommes non armés.

Le massacre provoqua une onde de choc. Le jour des obsèques, le 2 février, une grève générale paralysa la République d'Irlande et les manifestants incendièrent l'ambassade britannique à Dublin. En Irlande du Nord, le Bloody Sunday précipita la jeunesse des classes populaires catholiques vers l'IRA, qui prônait la lutte armée. Les

nationalistes constituèrent des milices déterminées à s'affronter aux paramilitaires unionistes et à l'armée britannique. Il y eut au total 474 morts en Irlande du Nord en 1972, la province basculant dans la guerre civile. Celle-ci prit l'aspect d'une guerre entre communautés. Les organisations paramilitaires et l'IRA, renforcées par le Bloody Sunday et d'autres événements sanglants, n'exerçaient pas seulement la violence contre leurs ennemis respectifs mais aussi sur les communautés dont elles se revendiquaient : les catholiques pour les nationalistes, les protestants pour les unionistes. Les possibilités de lutte commune des travailleurs sur leur terrain de classe, indépendamment de leur confession, étaient entravées.

Un événement comme le Bloody Sunday n'était au fond pas surprenant. Dans son empire colonial, l'impérialisme britannique était habitué à tuer, torturer, massacrer celles et ceux qui se soulevaient contre sa tutelle. Ce qui choqua en 1972 est qu'il n'hésita pas à utiliser sur son propre territoire les méthodes déployées par le passé contre les révoltes coloniales en Inde, au Kenya ou en Malaisie. Le Bloody Sunday rappelait que pour préserver sa mainmise, la vieille « démocratie » anglaise ne lésinait pas sur la violence armée, fût-ce contre des manifestants pacifiques réclamant la simple reconnaissance de leurs droits civiques.

Michel Bondelet



Le 30 janvier 1972, 15 000 personnes manifestent à Derry.

Guadeloupe : la révolte au quotidien

Le 20 janvier, une journée d'action et de grèves était organisée par le collectif des organisations en lutte contre l'obligation vaccinale qui a entraîné en Guadeloupe le licenciement de nombreux salariés, dont beaucoup de soignants.

Ce collectif compte une trentaine de syndicats : UGTG, la CGTG, FO, la FSU, l'UNSA, des organisations politiques comme le LKP ou Combat ouvrier. Les militants du journal *Rebelle* participent également aux actions.

Dix jours plus tôt, à 3 heures du matin, les forces de police avaient littéralement écrasé les tentes et le matériel du piquet de grève des soignants du CHU de Pointe-à-Pitre. Ils avaient interdit aux syndicats de pénétrer dans l'enceinte du CHU, le piquet de grève s'installant alors devant l'entrée. La tension était montée et la confrontation entre les grévistes et la police avait duré toute la journée aux abords du CHU.

Le 20 janvier, le collectif entendait donc préparer une réponse forte à cette agression, notamment avec

de nombreuses grèves. Les militants de la CGTG, eux, ont organisé une tournée de prises de parole devant les entreprises de la zone de Jarry avec les ouvriers d'ArcelorMittal en grève depuis plus de trois mois. Des groupes de travailleurs de l'UGTG, refoulés du parking du supermarché Carrefour Milénis, sont allés devant d'autres entreprises sur la route de Vieux-Bourg-Abymes.

Vers midi, des échauffourées importantes se sont produites avec les forces de police. Elles ont duré toute la journée, avec grenades lacrymogènes contre jets de pierre, des jeunes renversant des carcasses de voitures sur la chaussée. Puis la manifestation s'est déplacée vers le quartier de Chauvel où les affrontements ont été violents. Des jeunes ont tiré à balles

réelles sur les gendarmes, qui recevaient aussi des volées de pierres.

Dans la nuit, comme cela s'est souvent produit, notamment en novembre dernier, des bandes de jeunes sont allées piller des magasins dans Pointe-à-Pitre et ont incendié quelques bâtiments. Plusieurs ont été interpellés et sont inquiétés par la justice. Le lendemain, au tribunal, une centaine de militants du collectif sont venus les soutenir. Ces incidents ont conduit le préfet à avancer le début du couvre-feu à 18 heures pendant le week-end des 22 et 23 janvier.

Samedi 22 janvier, 350 personnes ont encore manifesté devant le centre hospitalier de Basse-Terre. Lundi 24, aux abords d'un barrage routier, des jeunes ont été interpellés dans la commune de Port-Louis et mis en garde à vue.

Ces barrages, quasi quotidiens sur l'île au lever du jour, sont enlevés ensuite par les forces de police parfois très vite, parfois plusieurs



heures après. La révolte sociale en cours touche aussi les jeunes chômeurs dans les quartiers. Plusieurs centaines de soignants sont licenciés et ne perçoivent aucun salaire car ils refusent de se faire vacciner.

La population s'oppose à ces sanctions qu'elle trouve injustes. Mardi 25 janvier dans la matinée, le collectif a tenu une conférence de presse devant le CHU, puis le soir un meeting à Port-Louis. Le préfet et le gouvernement persistent dans leur refus d'une adaptation de la loi du 5 août dernier sur l'obligation vaccinale et les sanctions aux Antilles. Plusieurs élus la réclament maintenant en déclarant injuste le licenciement des non

vaccinés.

Le collectif est décidé à poursuivre les actions de protestation et de révolte jusqu'à la réintégration de tout le personnel. L'exaspération de centaines de travailleurs est à son comble. Si les incidents se multiplient et si la vie sociale est perturbée, la responsabilité en incombe totalement à l'État, drapé dans une attitude méprisante et le refus de négocier, qui fait régner un climat de répression policière et judiciaire. Il joue la montre et le pourrissement du mouvement. Mais après sept mois, ça ne marche toujours pas ! Samedi 29 janvier une nouvelle manifestation de rue est prévue.

Pierre Jean-Christophe

Seillière : le "patron de combat" à la barre

Lundi 17 janvier s'est ouvert, au tribunal correctionnel de Paris, le procès de treize anciens dirigeants ou cadres du fonds d'investissement Wendel. Parmi eux, le baron Ernest-Antoine Seillière, président du Medef de 1998 à 2005, aujourd'hui âgé de 84 ans.

Accusés de fraude fiscale ou de complicité de fraude, les accusés encourent 37 500 euros d'amende et cinq ans d'emprisonnement. Les faits remontent à 2007. Avec la complicité de la banque américaine JP Morgan, ils auraient participé à un montage financier leur ayant permis d'échapper à l'impôt, sur un gain en actions de 315 millions d'euros. Après un redressement fiscal en 2010 et la saisie de la justice en 2012, les prévenus ont multiplié les recours et obtenu les reports du procès, voire la fin des poursuites pour la banque JP Morgan.

À la barre mercredi 19 janvier, Seillière a alterné boutades et colères, et exprimé son « indignation » de se trouver là. Les plus-values

faramineuses versées à ses cadres de l'époque visaient selon lui à recruter de bons éléments qui sont, expliquait-il, « un peu comme des lapins qui passent dans la prairie et qu'il faut tirer ! » Son gain personnel de 76 millions d'euros n'était pour lui qu'une reconnaissance de sa « participation au groupe, qui valait 50 millions à mon arrivée et 5 milliards quand je l'ai quitté ».

Voilà une arrogance de grand bourgeois qui en dit long sur le sentiment de toute-puissance et d'impunité de sa classe. Habitué à donner des ordres aux gouvernements et à jongler avec les millions, il s'indigne qu'on ose lui demander le moindre compte.

Julie Lemée

La SFDM nationalisée : un bon tuyau ?

Par décret publié le 19 janvier au Journal officiel, l'État a nationalisé la SFDM, c'est-à-dire l'apportement pétrolier du port de Donges en Loire-Atlantique, l'oléoduc de 640 km qui en part en direction de Metz, quatre sites de stockage et 140 salariés qui n'ont certainement pas eu voix au chapitre.

Pour tout cela, le groupe Bolloré, actionnaire à 95 % de SFDM, reçoit 33 millions d'euros. Le décret ne précise pas les raisons de cette nationalisation avec indemnité, de ce rachat par l'État d'une entreprise privée. Le groupe Bolloré n'a pas non plus communiqué sur

cette transaction. On en est donc réduit aux hypothèses, dont la plus plausible est que l'entreprise n'est plus assez rentable. Le pipeline ayant été construit en 1956 par l'armée américaine pour ravitailler ses bases en Europe, on peut même supposer qu'il a ou aura

bientôt besoin de réparations coûteuses. Le nationaliser maintenant serait donc une fleur faite au groupe Bolloré, puisqu'il incombe désormais à l'État de faire les travaux ou de démonter l'installation.

Privatiser les entreprises profitables, comme les autoroutes, racheter celles qui ne le sont pas, comme la SFDM, c'est le b-a ba de la politique économique bourgeoise depuis Colbert jusqu'à Le Maire

Paul Galois



L'oléoduc de la SFDM s'enfonce sous terre sur 640 km.

Dassault-Aviation : les travailleurs ne désarment pas

Entamé courant décembre, le mouvement pour les salaires continue dans les principaux sites de production de Dassault-Aviation dans le Sud-Ouest, ainsi qu'à Argenteuil, dans le Val-d'Oise, et également à Argonay, près d'Annecy, en Haute-Savoie.

En fin de semaine, la direction générale, PDG en tête, menait une tentative de conciliation avec les syndicats, osant proposer d'augmenter les salaires en prenant sur la prime de participation ! Elle faisait même une promesse de renégociation en fin d'année pour discuter de l'inflation de 2022. Les travailleurs ne veulent pas d'un tel numéro d'illusionniste. Ils ne se contentent pas non plus de primes distribuées au bon vouloir des patrons et qui

ne comptent pas pour la retraite. Ils se battent pour 200 euros d'augmentation mensuelle, et non pour des promesses. L'augmentation des prix actuelle devient d'ailleurs un sujet majeur des discussions, et l'idée qu'il faudrait garantir le pouvoir d'achat fait son chemin.

À l'évidence, la direction de Dassault-Aviation joue la montre, en espérant que le mouvement ne prendra pas plus d'ampleur. Mais les débrayages déterminés

sur la majorité des sites ne faiblissent pas, avec notamment une forte mobilisation à Biarritz. L'entreprise, qui ces dernières années a réduit ses effectifs de production, possède un carnet de commandes jamais atteint de 30 milliards d'euros, dont 16 milliards pour la fourniture de 80 Rafale aux seuls Émirats arabes unis. Elle dispose également de 4 milliards d'euros de trésorerie, et a donc largement les moyens.

Comme le scandent souvent les travailleurs lors des manifestations dans les usines : « Pas de pognon, pas d'avions. » Leur mouvement devra s'amplifier pour obliger Dassault à reculer vraiment.

Correspondant LO

Airbus Atlantic : débrayages sur trois sites



Débrayage à Airbus Montoir-de-Bretagne.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, Airbus Atlantic est une nouvelle entreprise regroupant quatorze sites industriels dans le monde, auparavant directement Airbus ou filiale 100% Airbus, comme Stelia Aerospace.

Ces 13 000 salariés, travaillant à présent sous une même direction, sont directement liés à la conception et à la fabrication de tout ce qui compose la structure d'un Airbus : fuselage, ailes, nacelles de réacteurs...

En Loire-Atlantique, Airbus Atlantic regroupe les deux sites de production ex-Airbus, celui de Nantes et celui de Montoir-de-Bretagne, près de Saint-Nazaire, auxquels s'ajoute celui de l'ex-Stelia Aerospace Saint-Nazaire-ville. Cette nouvelle entreprise représente 6 500 salariés dans le département, unis dans une même exploitation qu'Airbus entend bien intensifier en invoquant la concurrence et l'explosion des commandes.

À peine Airbus Atlantic

créé, la nouvelle direction n'a pas traîné pour annoncer ses premières attaques sur le site de Montoir. Lundi 17 janvier, les salariés ont débrayé spontanément pour refuser de travailler 30 minutes de plus par semaine, pour les équipes, et 1h30 en régulière, sans compensation financière. Ils réclament aussi le retour des horaires variables (le flexible) qui permettent plus de souplesse. Les débrayages de deux heures par jour se sont succédé depuis à Montoir, regroupant au plus fort jusqu'à 400 salariés en production pour chaque équipe.

Ces salariés ont été rejoints dans les débrayages par Airbus Atlantic Saint-Nazaire et Airbus Atlantic Nantes, avec un appel

de la CGT, commun aux trois entreprises, pour le jeudi 20 janvier. Il comportait deux heures de débrayage matin et après-midi, mais sur des revendications spécifiques pour chaque site (horaires, conditions de travail), sauf sur le retour aux horaires flexibles, réclamé par tous. L'appel continuait pour vendredi 21 janvier, avec un appel à suspendre le mouvement à Montoir.

Les débrayages ont été diversement suivis : jusqu'à 170 salariés pour Saint-Nazaire et 110 à Nantes pour les deux équipes. Personne n'est dupe du fait que l'opération Airbus Atlantic n'est qu'une mise en sous-traitance d'une part importante de la production. Cela se confirme avec la nomination de Cédric Gautier à la tête d'Airbus Atlantic, qui était jusqu'à présent PDG de Stelia Aerospace et qui n'a eu de cesse d'aggraver les conditions de travail, de salaire et d'embauche à Stelia.

Unis dans la production et soumis aux mêmes attaques contre leurs conditions de travail, les salariés ont montré avec ces débrayages qu'ils pouvaient être maintenant unis dans la lutte.

Correspondant LO



Le 19 janvier devant Safran-Corbeil.

Safran - Île-de-France : pour les 200 euros

Les travailleurs des principaux sites Safran de la région parisienne, Corbeil, Villaroche, Gennevilliers, Saint-Quentin-en-Yvelines se sont retrouvés en grève et manifestation mercredi 19 janvier à Corbeil.

Les travailleurs revendiquent une augmentation générale des salaires, qu'ils ont fixée à 200 euros uniforme pour tous. Ce jour-là il y avait des appels de la CGT dans tout le groupe, et une réunion de négociation salariale pour 2022 se tenait à la direction générale située à Corbeil.

L'agitation sur les salaires a commencé en décembre. Alors que la direction affiche de confortables profits qui sont distribués aux actionnaires, l'annonce en parallèle de la poursuite de la rigueur salariale n'est pas passée et des débrayages et heures d'information syndicale ont eu lieu dans de nombreux sites du groupe. Le mécontentement étant réel, les mouvements ont repris par endroits dès le début janvier, en particulier à Corbeil avec plusieurs débrayages.

L'idée de se retrouver

tous ensemble a trouvé un écho favorable et, à Villaroche, les inscriptions aux autocars pour se rendre au rassemblement ont pris rapidement tournure. Autour de 500 grévistes (dont plus de 300 de Corbeil), se sont retrouvés sur les parkings, puis à l'intérieur du site devant le bâtiment de la direction générale.

Après cette action, à Villaroche des travailleurs des ateliers se sont réunis pour discuter de la suite. Sur le site de Corbeil, des débrayages regroupant de 100 à 120 personnes se sont poursuivis les jours suivants, avec rassemblements tantôt au magasin Expéditions, au portail véhicules, ou devant la direction.

Sur l'ensemble des centres, des grèves avec actions locales allaient avoir lieu à l'occasion de la journée du 27 janvier.

Correspondant LO

Taxer ? Non, exproprier !

« Taxez-nous ! » réclame une des nièces de Walt Disney avec 101 autres milliardaires.

« Montrez aux gens du monde que vous mériteriez leur confiance » dit-elle en terminant sa lettre, car « ce seront des taxes ou des fourches. » Et d'ajouter : « Écoutons

l'histoire et choisissons judicieusement. »

Ces conseils adressés à ses pairs ont certainement bien peu de chances d'être entendus. Il ne reste plus qu'à faire parler les « fourches » du 21^e siècle.

Bulletin Maintenance Disney

Université Jussieu – Paris : grève des salariés d'Arc en ciel

En septembre 2021, les salariés de l'entreprise de nettoyage Arc en ciel avaient fait grève durant huit jours, empêchant le fractionnement de la journée de travail, sans perdre un euro du fait de la caisse de grève et du paiement par l'employeur de 50 % des jours de grève.

Ce prestataire souhaitait modifier les horaires de travail en faisant travailler les salariés tôt le matin et tard le soir, alors que jusqu'à présent ils font pour la plupart des journées continues de 6 heures à 12 h 30 et de 13 heures à 19 h 30. Lundi 17 janvier, des salariés de l'équipe d'après-midi ont décidé de se mettre en grève. D'une part, ils s'opposent au licenciement d'un chef d'équipe et à la convocation

d'un autre chef d'équipe qui, tous les deux, ont participé à la grève de septembre et sont connus comme défendant leurs collègues. D'autre part, ils refusent l'instauration d'un badge mobile qui les contrôle à chaque instant et le non-paiement des heures supplémentaires. Ils n'acceptent pas non plus la politique de la peur qu'entretient la société Arc en ciel.

Chaque jour, les grévistes

du matin et d'après-midi se retrouvent autour des militants syndicaux de l'université pour organiser leur combat. Trois fois par jour, ils manifestent avec tambours et mégaphone devant l'entrée de l'université. Ils recueillent également des centaines d'euros chaque jour pour la caisse de grève. Plus de 1 500 étudiants et salariés ont déjà signé la pétition de solidarité demandant à l'université de ne plus sous-traiter le nettoyage à la société Arc en ciel.

Mercredi 19 janvier, les grévistes et leurs nombreux soutiens sont allés accompagner le chef d'équipe à son entretien préalable. La manifestation, depuis la gare RER de Champigny jusqu'au siège social de l'entreprise a été très dynamique. Les militants syndicaux ont constitué vingt-huit dossiers d'irrégularités sur les contrats des salariés. La société Arc en ciel prétend auprès de la direction de l'université qu'elles ont été résolues, sans apporter d'élément.

Une rencontre était prévue mardi 25 janvier avec les responsables de l'université. La grève continuait la veille aux cris des grévistes : « Arc en ciel, dégagez. »

Correspondant LO



LOUIS GOHIN/LA MARNE

Champs-sur-Marne : assistantes maternelles en lutte

Judi 20 janvier, vingt-huit assistantes maternelles de la mairie de Champs-sur-Marne, en Seine-et-Marne, ont fait grève pour protester contre la suppression d'une partie de leurs congés, due à la loi de transformation de la fonction publique votée le 6 août 2019.

La nouvelle loi prétend leur supprimer de neuf à treize jours de congés par an, alors qu'elles travaillent onze heures par jour. Informées par la mairie le 6 octobre, elles ont adressé une lettre collective à la maire, Maud Tallet (PCF). Sans réponse depuis deux mois, elles ont finalement voté la grève et convoqué la presse locale. Le 20 janvier, elles ont manifesté devant la mairie, avec pancartes, slogans et une chorale dynamique : « Les ass.mat. sont fâchées ! », « Moins de congés, c'est inhumain », « Nos petits

loups sont en danger sans nos congés », « Mme Tallet, sans repos, y a pas de boulot ! » La maire, qui les a reçues dans la foulée, refuse de contourner la loi, comme l'ont fait certains maires, mais elle s'est engagée à ce que les assistantes maternelles effectuant plus de 35 heures par semaine obtiennent des jours de repos compensatoires.

Les assistantes maternelles se sont fait entendre et respecter, et s'en souviendront dans les combats futurs.

Correspondant LO

General Electric – Belfort : un recul du patron

Du 11 au jeudi 19 janvier, les travailleurs de General Electric Steam Power ont bloqué l'entrée du site de Belfort, avec la volonté de se faire respecter. L'an dernier, la direction de General Electric Power avait octroyé une prime dite d'excellence de 1 000 euros.

Or, cette prime étant soumise à des critères de qualité et de livraison définis par le patron, au lieu des 1 000 euros promis, les travailleurs n'avaient eu que 300 euros.

Mercredi 18 janvier dans la matinée, la direction proposait toujours 2,5 % d'augmentation, mais décidait de supprimer toute prime, prétextant que le blocage de l'usine lui coûtait cher. Faisant ensuite machine arrière, elle ajoutait une prime de 400 euros, ainsi que 600 euros payés en plusieurs fois et soumis à des critères individuels décidés par le patron. Cette proposition fut rejetée unanimement

par les travailleurs qui bloquaient l'entrée du site ; ils décidèrent alors de bloquer les tourniquets d'entrée des autres portes et d'envahir la salle où avaient lieu les négociations.

En fin de matinée, face à ce coup de colère, le patron accordait une prime dite Macron de 1 200 euros, payée en plusieurs fois, mais sans critères individuels. Il payait en outre trois jours de grève.

Le lendemain, le blocage était levé. Les travailleurs de GE Steam Power ont le sentiment de s'être fait respecter et d'avoir fait reculer le patron.

Correspondant LO



ISS – PSA Poissy : une grève victorieuse

La totalité des seize travailleurs de la société sous-traitante ISS chargés du nettoyage des installations de l'atelier Peinture, dans l'usine PSA de Poissy, s'étaient mis en grève pour des augmentations de salaire vendredi 14 janvier.

Le mouvement avait été suspendu au bout de trois jours, sur la promesse d'un directeur de répondre sérieusement aux revendications. Celles-ci tardant à se concrétiser par écrit, le groupe des grévistes s'était réuni comme à l'habitude et avait voté la reprise de la grève pour le lundi 25 janvier, si la direction ne cédait pas.

Les directions d'ISS et de PSA ont alors senti la détermination des

grévistes. La mise sur le papier des promesses avec la signature de la direction d'ISS s'est trouvée accélérée et a été réglée en quelques heures. Les grévistes ont gagné chacun une augmentation minimum de 100 euros sur leur salaire de base. À cela s'ajoutent le 13^e mois, une prime de panier de 195 euros par mois et une prime de transport. Grâce à la grève, certains estiment qu'ils vont ainsi gagner

200 voire 300 euros en plus en moyenne par mois.

Les grévistes savourent cette victoire obtenue grâce à leur solidarité et leur détermination. Ils sont aussi très fiers de s'être fait respecter après des mois de mépris de la part de la direction. Quand ils se sont adressés aux autres ouvriers du site en manifestant dans les ateliers, ils ont fait craindre à ISS et PSA que la grève puisse se répandre dans toute l'usine, les salaires étant une préoccupation quotidienne pour tous les travailleurs.

Il faut souhaiter que cette crainte se réalise.

Correspondant LO

Michelin : débrayages pour les salaires

À Clermont-Ferrand

Mardi 18 et mercredi 19 janvier avaient lieu les réunions annuelles sur les salaires 2022 pour Michelin France.

Elles ont abouti à l'annonce d'une augmentation générale de 2% pour les ouvriers même pas au niveau de l'inflation officielle de 2,3% en 2021!

Cela représente 30 euros net pour un salaire de 1500 euros, à peine de quoi compenser la hausse du gazole en un an, donc rien pour payer la hausse des prix de l'électricité, du gaz, des fruits et légumes, des pâtes, etc.

Les autres catégories, qui n'avaient eu aucune augmentation en 2021, pas plus que les années précédentes, devraient cette année encore se contenter d'augmentations

individuelles, par définition incertaines, se montant à 1,9% en moyenne et pouvant donc être nulles pour certains.

Il y a de quoi agacer une partie des travailleurs, d'autant plus que les analystes boursiers anticipent les annonces des résultats de Michelin pour 2021, avec une prévision de 1,9 milliard d'euros de bénéfice net. Elle dépasse le résultat record de 2019, avec un chiffre d'affaires inférieur en raison des suites de la crise sanitaire. L'effectif du groupe dans le monde étant d'environ 124000 salariés, cela

représente plus de 15000 euros par travailleur.

Dans plusieurs villes, des débrayages ont eu lieu durant la semaine.

À l'usine des Gravanches, vendredi 21 janvier, dans l'équipe du matin, une partie des ouvriers en fabrication ont décidé d'arrêter les machines. Après s'être réunis au réfectoire, ils ont

décidé de faire le tour de l'usine, entraînant plusieurs autres travailleurs avec eux, ce qui ne s'était pas fait depuis plusieurs années. Certains ont attendu l'arrivée de l'équipe suivante devant le tourniquet. Informées par téléphone ou à leur arrivée à l'usine, une partie des équipes du soir et de nuit ont fait grève.

Après le mécontentement déjà exprimé par les arrêts de travail des 19 et 20 décembre, les travailleurs de cette usine commencent à relever la tête. La journée de grève et de protestation sur les salaires du jeudi 27 janvier, à l'appel des syndicats, devait être encore une occasion d'en convaincre d'autres.

Correspondant LO



Michelin-Gravanches.

À Saint-Doulchard

Avant les discussions annuelles sur les salaires des 18 et 19 janvier, les salariés de l'usine Michelin de Saint-Doulchard, près de Bourges, avaient déjà exprimé leur mécontentement en débrayant.

Dans ce contexte, les syndicats CGT et FO ont appelé à des réunions dans toutes les équipes et à faire grève. Mercredi 19 janvier, à 5 heures, dès l'annonce des 1,7%

d'augmentation générale par la direction, un groupe cessait le travail et faisait le tour des ateliers pour informer et entraîner d'autres. Dans la foulée, à une quarantaine, la grève jusqu'à 13 heures ainsi que les revendications étaient votées: salaire de 2000 euros net mensuel, revalorisation du taux horaire des heures de nuit équivalant à 150 euros net pour cinq nuits. Il était

aussi exigé reconnaissance et considération, en bref du respect, de la part de la hiérarchie.

Tous les grévistes sont allés porter ces revendications à la direction. Celle-ci proposant 2% d'augmentation générale, soit 25 euros net par mois, beaucoup ont exprimé leur colère: « Les prix explosent et dès le 10 du mois on est dans le rouge », « Ce n'est même pas le prix

d'un café par jour dans un bistrot », « 2% d'augmentation, c'est de la provocation, alors que Michelin va annoncer des bénéfices au moins au niveau de 2019 ». D'autres ont dénoncé les conditions de travail qui se dégradent sur des machines de plus en plus vieilles, et qui tombent en panne même quand elles sont neuves!

Depuis mercredi 19 janvier, où une centaine de

travailleurs sur les trois équipes avaient débrayé, la mobilisation n'avait pas cessé. Le lendemain, les débrayages ont continué et vendredi 21, au changement d'équipe, quatre-vingt travailleurs étaient regroupés devant les portes de l'usine, avec le moral. Une nouvelle réunion était prévue mardi 25 janvier, pour décider de la suite de la mobilisation.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

lutte
ouvrière

Des réunions publiques qui donnent le moral Réunions publiques

Du 19 au 23 janvier, entre plusieurs rencontres militantes à Colmar, Flers, Falaise et Paris, Nathalie Arthaud a tenu aussi deux réunions publiques dans l'est de la France. Plus de 110 personnes y ont assisté à Audincourt, près de Montbéliard, et plus de 160 à Nancy.



À Nancy, le 21 janvier.

Les difficultés et les attaques subies sont les mêmes pour tous, comme en témoignent ceux qui prennent la parole. Ici, une jeune travailleuse accidentée est menacée par un chef qui fait régner la terreur dans l'atelier. Là, un jeune sur un chantier comprend que la direction entretient la division en payant des salaires différents pour un même travail. Un autre a été licencié, en fait pour avoir demandé une hausse de salaire, mais sous l'accusation d'être drogué. À

l'usine ou à l'hôpital, dans l'enseignement, et même à la retraite, les coups s'accumulent.

Une femme s'inquiétant de voir une proche s'épuiser en travaillant chez PSA, un travailleur de l'entreprise a témoigné : « *En moins d'une minute, il faut qu'une voiture sorte de la chaîne, chacune coûte 30-40 000 euros. Maintenant que les intérimaires ont été virés, ils sont remplacés par des professionnels, plus vieux. C'est les pires postes, sur tout le Montage. On les*

a forcés à travailler là, et c'est tellement dur, avec des cadences calquées sur celles des jeunes de 20 ans, qu'ils ont été obligés de doubler les postes! À cette vitesse, on attrape des tendinites, le canal carpien est foutu. Alors, avec un certificat d'inaptitude, Peugeot laisse partir les ouvriers; mais ils sont usés. C'est comme ça que Peugeot fait des superprofits, 6 milliards en six mois, et ils vont battre tous les records. Avec moins de voitures vendues, moins d'ouvriers, mais beaucoup d'aides de l'État. »

À Nancy, ce sont des jeunes qui ont témoigné de ce qui les préoccupe. Ils ne sont pas dupes des mensonges qu'on leur sert, tels ces étudiants qui constatent que Blanquer aggrave les inégalités et que des profs se droitisent :

« *Ils nous disent quoi: que les plus méritants réussissent? Mais curieusement, ce sont aussi souvent les plus privilégiés. Les autres sont obligés de travailler!* » La nécessité des luttes, évoquée par Nathalie, suscitait de nombreuses questions. La différence entre Nathalie Arthaud et les autres candidats ressort clairement: elle n'aspire pas à gérer cette société où le véritable pouvoir est aux mains des capitalistes, mais saisit l'occasion de s'adresser au monde du travail. Comme ceux qu'elle appelle à faire campagne avec elle, Nathalie entend aller à la rencontre des femmes, des hommes, des jeunes qui ressentent la nécessité de se battre, de réfléchir et de s'organiser pour préparer les luttes indispensables de demain.

Nathalie Arthaud Communiste, révolutionnaire, internationaliste!

La porte-parole de Lutte ouvrière, candidate à l'élection présidentielle, revient dans ce livre sur les principales idées qui fondent sa révolte et son militantisme. Elle aborde avec vigueur les problèmes du monde actuel: l'exploitation capitaliste, le sort réservé aux migrants, le saccage de l'environnement, les méfaits de l'impérialisme, le racisme et la misogynie, la pandémie de Covid-19 et son cortège d'injustices, de souffrances, d'obscurantisme aussi. Au fil des pages, elle dessine ce que pourrait être une société fondée sur l'exercice partagé du pouvoir par l'ensemble du monde du travail, avec une



économie orientée vers la satisfaction des besoins des hommes et des femmes de la planète, et non vers la recherche du profit privé. Elle montre pourquoi le communisme, une société débarrassée des classes sociales, et l'internationalisme, cet antidote aux replis nationaux et à la xénophobie, représentent l'avenir.

Éditions les Bons Caractères – 204 pages – 10 euros
Disponible à partir du 3 février 2022 auprès de nos camarades, dans les librairies, et sur le site des Bons Caractères: www.lesbonscaracteres.com
La version électronique de ce livre sera disponible ultérieurement.

Meeting à Paris Samedi 12 février à 15 heures

Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5^e



Le site de campagne



sur www.nathalie-arthaud.info

- Ses idées et son programme de lutte
- L'agenda des prochaines réunions
- Notre matériel de campagne,
- brochures, affiches
- Les enregistrements de ses passages dans les médias
- Comment nous rejoindre et nous soutenir?

Valence

Vendredi 28 janvier
à 19 heures
Salle de réception du stade Pampidou

Amiens

Mercredi 2 février
à 19 heures
Salle Dewailly

Tours

Jeudi 3 février
à 20 heures
Centre de vie du Sanitas
10, place Neuve

La Rochelle

Vendredi 4 février
à 18 h 30
Salle René-Petit
17, rue du Prado

Nantes

Samedi 5 février
à 15 h 30
Salle Mauduit
8, rue Arsène-Leloup

Clermont-Ferrand

Jeudi 10 février
à 20 heures
Salle Duclos
Rue Gaspard-Monge

Montpellier

Jeudi 17 février
à 19 heures
Salle Pelloutier,
pavillon Junon
15, place Zeus

Le Havre

Samedi 19 février
à 16 heures
Salle Franklin
117, cours de la République

Bourges

Mardi 22 février
à 18 heures
Amphithéâtre du Muséum
Les Rives d'Auron

Le Mans

Mercredi 23 février
à 18 heures
Salle Henri Barbin,
31, bd Jean-Jacques-
Rousseau